

Aménagement et Lutte contre la désertification : cas du Plan d'aménagement de la wilaya (PAW) de Nâama Sud-Ouest Algérien"

Zoubir SAHLI

Enseignant chercheur - Agro-Economiste

Université Saad Dahleb de Blida (Algérie)/Faculté agrovétérinaire/ Département d'Agronomie

(z_sahli@hotmail.com/zousahli@yahoo.fr/)

+ 213 21 22 18 44/+ 213 7 71 59 68 04 (mobile)

Communication au Séminaire « Politiques, programmes et projets de lutte contre la désertification, quelles évaluations ? », CSFD, 29-30 juin 2011, Montpellier

RESUME :

Dans le cadre d'un Plan d'aménagement d'une région aride et semi-aride au sud ouest algérien (la wilaya de Naama), un diagnostic a été fait en vue d'engager un Plan d'aménagement régional visant un processus de développement rural et de lutte contre la désertification. Il a été montré ainsi que l'espace rural de la wilaya de Naama a été et est toujours parmi les plus défavorisés et les plus marginalisés. Au niveau de la zone steppique qui constitue les deux tiers de cet espace, le patrimoine alfatier et les parcs de plantes et arbres fourragers continuent à faire l'objet d'un véritable « pillage » et d'une dégradation avancée. Le processus de désertification y a atteint un seuil critique, il menace de manière régulière aussi bien les ressources naturelles, les systèmes de production agricole, les infrastructures que les populations et leur habitat. Pour faire face à cette situation difficile, l'Etat a mis en place une démarche qui s'est voulue volontariste et qui a été basée sur plusieurs programmes : de mise en valeur, d'aménagement pastoral, de reboisement et de plantations fruitières, ainsi que des actions de lutte contre la désertification et d'exploitation des ressources steppiques (à travers notamment des dispositifs de mise en défens et d'aires protégées). Mais il a été constaté que face à l'ampleur des problèmes et des risques encourus, les méthodes et les moyens utilisés n'ont pas été suffisants pour juguler les risques de dégradation des ressources. Par ailleurs, l'émergence d'initiatives locales, dans le sens d'une création des conditions de développement et/ou de renforcement des activités menées sur le terrain, tardent à s'affirmer du fait des pesanteurs de l'environnement institutionnel et de l'absence de conditions favorables à l'organisation et à la décentralisation des décisions et des actions

C'est donc toute la problématique de lutte contre la désertification en termes de préservation des nappes d'alfa et du patrimoine forestier et fourrager propre aux zones de steppe, mais aussi en terme de développement agricole et rural, qui se trouvent être ici au centre des débats.. On est au centre d'enjeux importants et en présence d'une situation complexe qui appelle la conception et la mise en œuvre d'une stratégie basée sur un plan d'aménagement cohérent.

Nous nous proposons dans cette communication de présenter quelques éléments de ce diagnostic ainsi que trois scénarii prospectifs pour la mise en œuvre d'une politique de développement rural durable et d'une stratégie de lutte contre la désertification d'une région fortement contrainte par l'aridité et la dégradation de ses ressources : un scénario "pessimiste" de prolongement de la tendance actuelle sans grand changement mais avec des risques de poursuite de la situation de dégradation des ressources et de sous développement (cf. coûts de "non développement" et de "non lutte contre la désertification") et

un scénario "optimiste" basé sur une démarche de développement durable de l'ensemble du territoire de la wilaya et son insertion dans le processus de développement de la région Hauts Plateaux Ouest.

Méthodologie :

- Une analyse diagnostique et présentation de quelques éléments de réflexion sur la situation difficile de cette région semi-aride.
- Une démarche prospective de proposition de scénarii de lutte contre la désertification dans le cadre d'une approche globale et multisectorielle "Plan d'aménagement régional" : la wilaya de Naâma s'inscrit, au titre de l'aménagement du territoire, dans l'espace naturel « Hauts Plateaux Ouest » du Schéma National d'aménagement du territoire (SNAT)*

Mots clés : Algérie, Plan d'aménagement de la wilaya de Naama, lutte contre la désertification, steppe, développement durable

Introduction :

La wilaya de Naama au sud-ouest de l'Algérie a une vocation agricole et pastorale très marquée. Elle dispose d'atouts incontestables : un territoire étendu, de vastes terres de parcours et une steppe qui accueillent un cheptel considérable et de qualité réputée, des sites naturels associant des massifs montagneux avec des vallées et des oasis verdoyantes, des lacs ainsi qu'un riche patrimoine archéologique et historique, offrant des potentialités touristiques appréciables. Mais son milieu physique se présente comme un espace fragile. Au niveau de la zone steppique qui constitue les deux tiers de cet espace, le patrimoine alfatier et les parcs de plantes et arbres fourragers continuent à faire l'objet d'une dégradation avancée. Le processus de désertification y a atteint un seuil critique, il menace de manière régulière aussi bien les ressources naturelles, les systèmes de production agricole, les infrastructures que les populations et leur habitat. Au niveau de son espace oasien les activités agricoles, malgré les efforts faits pour les relancer, restent encore à l'état primaire et n'arrivent pas à satisfaire les besoins alimentaires locaux. Les tendances d'évolution de l'économie locale, dans ses formes d'organisation et ses modes d'exploitation des ressources naturelles, inspirent par ailleurs de fortes inquiétudes.

Pour faire face à cette situation difficile, l'Etat a mis en place une démarche qui s'est voulue volontariste et qui a été basée sur plusieurs programmes importants de lutte contre la sécheresse et la désertification. Outre les actions classiques de l'ex "Barrage vert", il a été décidé de mener des actions sectorielles de mise en valeur des terres, d'aménagement pastoral, de reboisement et de plantations fruitières, ainsi que des dispositifs de mise en défens des nappes alfatières en zone steppique. Mais il a été constaté que face à l'ampleur des problèmes et des risques encourus, les méthodes et les moyens utilisés n'ont pas été suffisants pour juguler les effets de la sécheresse et de la dégradation des ressources.

Par ailleurs, l'émergence d'initiatives locales, dans le sens d'une création des conditions de développement et/ou de renforcement des activités menées sur le terrain, tardent à s'affirmer du fait des pesanteurs de l'environnement institutionnel et de l'absence de conditions favorables à l'organisation et à la décentralisation des décisions et des actions

C'est donc toute la problématique de développement durable en termes de préservation des nappes steppiques, mais aussi en terme de développement agricole et rural, qui se trouvent être ici au centre

des débats. On est en présence d'une situation complexe qui appelle la conception et la mise en œuvre d'une stratégie basée sur un plan d'aménagement régional cohérent.

Après un rappel des premiers éléments de diagnostic et la caractérisation des risques et des principaux enjeux concernant la steppe à alfa et son devenir, nous présenterons deux scénarii prospectifs ayant pour objectif la mise en œuvre d'une politique de développement rural durable et d'une stratégie de lutte contre la désertification d'une région fortement contrainte par l'aridité et la dégradation de ses ressources : un scénario "pessimiste" de prolongement de la tendance actuelle sans grand changement et un scénario "optimiste" basé sur une démarche de développement durable de l'ensemble du territoire de la wilaya et son insertion dans le processus d'aménagement et de développement de la région Hauts Plateaux Ouest.

1. La wilaya de Naâma : un vaste espace semi-aride en danger :

Vaste territoire à faible densité de peuplement (6,85 habitants au Km²), la wilaya de Naama s'étend sur une superficie totale de 21 840 Km² et abrite une population de 202 254 habitants (au 31/12/2007)¹. Ce territoire est divisé en deux grandes zones homogènes : au nord, une zone de hautes plaines (trois quarts du territoire) : domaine privilégié des parcours steppiques et d'un élevage pastoral assez important (plus de 900.000 têtes d'ovins); au sud une zone montagneuse, les monts des K'sours couvrant environ 14% du territoire de la wilaya; entre les deux, une zone de parcours présahariens et de lacs salés (chotts).

La wilaya dispose d'une superficie totale de 2.951.41 ha (sur une occupation théorique de 14,5 ha par habitant), en grande partie occupée par le plus important potentiel en terres à parcours steppiques de la région des Hauts plateaux ouest, dont un patrimoine de 436.250 ha de parcours alfatiers (20%). Sur ce potentiel, il est réalisé l'équivalent de 515.000 ha de mise en défens (dont 130.000 ha surveillés) et plus de 500.000 ha de nappes en zone frontalière algéro-marocaine. On compte aussi un potentiel forestier et de maquis divers assez dégradés. Le potentiel en terres agricoles est faible, avec une SAU de 20.960 ha dont 5.377 ha réellement mis en culture (soit à peine 26% de la SAU totale).

Cette région pastorale d'origine a vu son système de conduite des troupeaux changer de forme et d'orientation. Tant au nord qu'au sud, les pratiques ont été modifiées, notamment suite au processus de sédentarisation d'une grande partie de la population nomade, à l'urbanisation parfois anarchique des agglomérations secondaires et au développement sans précédent de la filière et du marché de la viande ovine. La tendance est aujourd'hui à un agro-pastoralisme relativement peu organisé, à la possession de plus de cheptel et à l'augmentation du nombre de celui-ci. Ceci se traduit donc par la surcharge des parcours steppiques et leur dégradation à moyen et long terme.



2. Les risques et les enjeux :

21- La steppe en dégradation :

La steppe à alfa est actuellement dans un état de dégradation avancé dans l'ensemble de l'axe est-nord-est entre Naâma et El Bayadh (voir carte). 3 millions d'hectares (74% de la superficie de la wilaya) sont ainsi menacés par la désertification, 150.000 ha (5% de la superficie globale) sont quasiment perdus du fait de l'avancée du cordon dunaire et 16 615 ha de steppe sont déjà submergés par le sable. Selon les spécialistes, la productivité des pâturages a régressé de 100 à 30 unités fourragères avec la disparition de plus de 415 000 ha des espèces endémiques. Les limites des nappes d'alfa ont été remises en cause suite aux pratiques agricoles « minières » (céréaliculture et labours avec des charrues à disques) et à la surcharge animale sur les parcours³. La mutation et le changement des règles régissant l'élevage pastoral ont entraîné par ailleurs une certaine dérive en matière d'utilisation de la steppe et des nappes alfatières.

L'exploitation de l'alfa a toujours été liée à l'évolution de l'espace steppique en tant que tel. Elle n'est pas indépendante de son environnement et partage les mêmes vicissitudes que les autres activités locales : pastoralisme, agro-pastoralisme, agriculture sèche, agriculture irriguée, artisanat, commerce et petits métiers... La steppe à alfa de la région de Naama est d'ailleurs reconnue comme étant un patrimoine actuellement difficile à préserver, malgré de très grands efforts techniques, réglementaires et institutionnels⁴ : c'est un patrimoine qui fait l'objet de convoitises et d'une exploitation « minière » et un patrimoine sur lequel se concentre l'essentiel des enjeux économiques (extraction de la rente foncière à travers le surpâturage et la spéculation sur le cheptel ovin) et patrimoniaux (les tendances désormais réelles d'appropriation des portions de terres "Arch" par divers groupes sociaux et les tensions que cela engendre).

Or, Les nappes alfatières demeurent et malgré tout des écosystèmes fragiles à protéger et, en même temps, des espaces potentiels économiques encore difficiles à valoriser.

Quelles ont été les actions entreprises pour y faire face ?

Les pouvoirs publics ont tout d'abord installé un vaste dispositif de protection et de développement des parcours steppiques à travers un Haut Commissariat au Développement de la Steppe (HCDS) qui compte dans la région de nombreuses actions, notamment auprès des éleveurs (approvisionnement en aliments de bétail, création d'aires de pâturage, installation de points d'eau, campagnes de prophylaxie, généralisation de plantations fourragères...).

Un programme complémentaire pour le développement de la steppe et le pastoralisme (sur un fonds public de lutte contre la désertification et de protection de la steppe - FLDPPS) y a été également lancé dès les années 2000 avec la conduite d'actions importantes comme : la fixation des berges et le désenclavement (3.000 km de pistes revêtues)

L'ensemble des opérations engagées ces dernières années (tous secteurs et tous programmes confondus) concernent de manière globale : près de 700.000 ha attribués dans diverses opérations de mise en valeur, de concessions et de plantations agricoles et pastorales (soit environ 58.334 ha par commune et 87.500 ha par an en moyenne), près de 12.000 ha reboisées ou plantées dans le cadre de la protection des ressources forestières et alfatières (soit environ 1.000 ha par commune et 1.500 ha par an en moyenne) et plus de 12.500 bénéficiaires de divers programmes (soit environ plus de 1.000 bénéficiaires par commune et plus de 1.500 bénéficiaires par an en moyenne)

A la lumière des bilans des réalisations, il est constaté que des efforts importants ont été faits, mais ceci reste largement insuffisant.

22- La désertification :

La wilaya présente un climat de type semi-aride, caractérisé par une très faible pluviométrie annuelle, de surcroît en constante régression ces dernières décennies, de grandes variations annuelles et saisonnières, qui se traduisent par des périodes de sécheresse souvent prolongées. Cette sécheresse, conjuguée à la nature lithologique des sols, à l'intensité des vents, à la pression exercée sur les parcours par un cheptel sans cesse croissant malgré l'amenuisement de la ressource fourragère, ainsi qu'au défrichage de la végétation steppique au profit d'une céréaliculture aléatoire, a conduit à un processus de désertification alarmant que l'on peut observer à travers la disparition et la dégradation d'une grande partie de la végétation naturelle (parcours steppiques, nappes alfatières, forêts naturelles et reboisements), ainsi qu'à travers la fragilisation des sols qui sont soumis à une érosion éolienne et hydrique intense.

Les principales manifestations et les menaces de la désertification sont la mobilité des dunes de sable en l'absence de fixation, la dégradation des terres agricoles, la déforestation, la réduction des eaux superficielles et souterraines, la remontée capillaire des sels qui influe négativement sur la fertilité du sol, en plus des sédimentations dans les oueds, barrages et les fortes tempêtes.

Les facteurs climatiques ainsi que l'action humaine ont ainsi fortement contribué à l'amplification du phénomène. Il est montré par ailleurs que, face à l'ampleur des problèmes et des risques encourus, les méthodes et les moyens utilisés n'ont pas été suffisants pour juguler les risques de dégradation des ressources dont 74% sont steppiques.

- Quelles ont été les mesures importantes engagées pour lutter contre la désertification ?

Les pouvoirs publics ont de tout temps mené des actions de protection des terres steppiques et de lutte contre la sécheresse et la désertification. Les premières actions ont été celles entreprises dans les années 70 et 80 dans le cadre du "Barrage vert" (avec essentiellement de vastes chantiers de reboisements forestiers, notamment le long des cordons dunaires). Après plusieurs années de tâtonnement, on s'est orienté par la suite vers un développement dit "intégré" visant aussi bien la lutte contre l'ensablement que la protection et la valorisation du patrimoine steppique.

Au niveau national, un *Plan national de lutte contre la Désertification (PNLCD)* a été élaboré; il devait s'insérer dans le cadre des différents programmes de développement des zones steppiques et devait viser : l'intensification et l'extension du projet "barrage vert" par la limitation des labours mécanisés dans les zones steppiques en les localisant, dans le cadre de la mise en valeur, au niveau des zones potentielles agricoles (zones de dépressions ou "dayas") ; la reconstitution des forêts dégradées de l'Atlas Saharien par les reboisements de masse, la mise en défens des paramètres dégradés en vue de reconstituer le tapis pastoral ; la mise en place d'une infrastructure de désenclavement des zones marginalisées[□]. Cette lutte était enfin conçue comme une démarche globale et devait se situer obligatoirement dans un cadre intersectoriel étant donné que les causes de la dégradation sont d'origine anthropique et d'ordre socio-économique.

Sur le terrain il a été lancé : une étude portant sur le recensement et la cartographie des nappes alfatières, la localisation des zones alfatières par l'utilisation de l'imagerie satellitaire (une carte au 1/500.000ème par région géographique), l'élaboration d'un plan d'action de protection et de valorisation des nappes alfatières ainsi que la conception d'un plan d'aménagement⁶.

A la suite de cela, l'Algérie a ratifié la *Convention de Lutte contre la Désertification en mai 1996* et s'est engagée à lutter contre ce phénomène par les moyens disponibles dans un cadre national et sur la base d'une coopération sous régionale, régionale et internationale. Elle a instauré la date du 17 juin comme journée de lutte contre la désertification et a institué une commission appelée *Organe national de coordination (ONC)* à composantes interdisciplinaire et multisectorielle auprès du Ministre de l'Agriculture[□]. *Un plan d'action national (PAN)* a été enfin mis en place et la Direction Générale des Forêts a été désignée comme point focal de la Convention de lutte contre la désertification

- Le cas spécifique de la région de Naama : Dès les années 2000, les pouvoirs publics ont exprimé clairement la politique en matière de lutte contre la désertification et de reconstitution et de gestion du fonds alfatier : les objectifs fixés sont alors de connaître et d'évaluer la situation de la steppe à alfa et de son évolution et d'apprécier la nature et les niveaux des ressources existantes. Ils ont parallèlement orienté les efforts pour connaître les acteurs impliqués dans l'usage et la gestion des ressources des zones steppiques et des oasis de l'Atlas saharien, ainsi que de leur mode d'organisation et de fonctionnement, pour initier et élaborer des programmes d'action intégrés. Parmi ces programmes, on distingue :

1°/ Le programme du Haut commissariat au développement de la steppe (HCDS - 2000-2007) de soutien et de suivi technique et financier tendant à viser non seulement la protection et la conservation des ressources steppiques et pastorales (terres, parcours, nappes alfatières, points et sources d'eau), mais aussi et de plus en plus la valorisation de ces ressources et la création d'une dynamique de production agro-pastorale. Le bilan physique des réalisations au cours de cette période par type d'opération se décline comme suit : un programme de protection – conservation des ressources pastorales et de mise en défens des nappes alfatières et autres : 555.000 ha (soit environ 4.584 ha par commune et 6.875 par an en moyenne), et un programme de plantation pastorale : 11.935 ha (soit environ 994,5 ha par

commune et 1.492 par an en moyenne)

2°/ Le programme du secteur forestier tendant à protéger mais aussi à promouvoir les ressources forestières. Le bilan physique des réalisations se présente comme suit : des actions de reboisement (1.737 ha), de mise en place de brises vents (1268 km), de plantation de bandes vertes (1.033 ha), de travaux sylvicoles (1.000 ha) et de plantations fruitières (2.285 ha). Ce programme est complété par des actions de fixation des dunes (211 ha), d'entretien des forêts (1.000 ha), de corrections torrentielles (88.570 m, d'ouverture et d'aménagement de pistes (195 km), de réalisation et réhabilitation des structures forestières (95% de réalisations)

Toutes ces opérations se sont traduites certes par des impacts importants, ce qui constitue un ensemble d'atouts pour la wilaya. D'autre part, la plupart des opérations techniques lancées ont été fortement soutenues techniquement et financièrement par les pouvoirs publics et les bénéficiaires (individuels ou collectifs) de ces programmes ont été fortement accompagnés techniquement. Néanmoins, les risques encourus par les espaces agricoles, steppiques et pastoraux dans cette région aride et semi-aride sont et demeurent importants. Par ailleurs, il est logique de se demander si ces réalisations seront bien gérées ou suivies techniquement par les bénéficiaires, une fois les organismes publics promoteurs des projets se retirent.

On est donc en présence d'une situation complexe qui appelle la conception et la mise en œuvre d'une stratégie de lutte contre la désertification et de développement agricole et rural plus efficace pour le long terme. L'enjeu est alors global et multiforme :

- Il est lié à la gestion rationnelle et la protection des ressources naturelles, ainsi que la valorisation de toutes les ressources en vue d'un développement durable.
- Il concerne le renforcement de la spécificité de l'économie rurale locale, une économie agro-pastorale dynamique et multifonctionnelle, et l'intégration (horizontale et verticale) des acteurs, des activités et des ressources.
- Il concerne la répartition équilibrée des ressources et des appuis à travers les zones concernées, la réduction des disparités existantes entre les zones, le traitement des cas de marginalisation sociale et spatiale et la recherche d'un équilibre dans la décentralisation.

Compte tenu de ces enjeux importants, il est possible d'entrevoir des perspectives de développement. Pour cela, nous proposons deux scénarii prospectifs

3. Proposition de scénarii prospectifs de lutte contre la désertification :

Scénario N°1. Un scénario "pessimiste" : C'est un scénario de prolongement de la tendance actuelle, c'est à dire la poursuite des actions à caractère "curatif" inscrites dans les actuels programmes sectoriels (agriculture, forêts, HCDS), sans changement majeurs dans les démarches et les méthodes d'actions et sans implication des acteurs locaux et des principaux concernés.

- **Hypothèses :** C'est un scénario "technique" et "social" qui permet certes une forte allocation de ressources et de moyens ainsi qu'une assistance sociale en direction des populations rurales, mais il comporte des risques qu'il faudrait assumer : aggravation des menaces agro écologiques, poursuite de la

situation de sous-développement local et régional, poursuite de la situation de déséquilibre du territoire, poursuite de l'exode rural, poursuite du phénomène de la désertification et faiblesse de la productivité agricole. On enregistrera sûrement quelques réalisations physiques qui seraient essentiellement le fait de l'administration et des programmes d'investissements publics décidés au niveau central et déconcentrés au niveau régional et local. Mais on aura à faire face à de nombreux échecs et quelques retards difficiles à rattraper du fait : de l'ampleur des risques et des menaces climatiques et écologiques, de la poursuite des pratiques agricoles et pastorales ruineuses (labours en zone steppique, défrichements, surcharge des parcours, pillage des mise en défens...), de la faiblesse des capacités et des moyens de réalisation des programmes qui seraient engagés, de la faiblesse des capacités de suivi et d'évaluation des projets, de la non implication des acteurs et des bénéficiaires des programmes, de la faiblesse organisationnelle des acteurs opérateurs (agro pasteurs, petits éleveurs, agriculteurs, jeunes porteurs de projets...).

Nous serons alors en face à un processus de développement techniciste et fortement déséquilibré, ne tenant pas compte du territoire en tant que tel, à un processus de développement "sans conviction" et sans "cohérence" avec :

- une biodiversité et des paysages agraires encore fortement menacés par des facteurs de nature anthropique qui résultent souvent d'une inconscience individuelle ou collective ;
- la sauvegarde, l'aménagement et le développement des territoires ruraux de la wilaya, malgré les efforts des secteurs concernés, seraient et resteraient - dans ce cas - soumis à une pression considérable ; cette pression serait le prélude à l'aggravation du phénomène de la désertification et de la dégradation des ressources naturelles, des ouvrages agricoles et pastoraux et des infrastructures urbaines ;
- la richesse en ressources naturelles et patrimoniales de la wilaya pourrait également faire l'objet de convoitises, de conflits d'intérêts, de gaspillage et d'exploitation inconsidérée.

Scénario N°2. Un scénario "optimiste": C'est un scénario de "conviction" qui remettrait totalement en cause la vision sectorielle du développement et qui ferait le pari d'une mobilisation globale où tous les acteurs prendraient conscience des risques réels encourus et des menaces à affronter dans l'avenir. C'est enfin un scénario qui se construirait principalement autour d'une vision intégrée de développement, prenant en charge les objectifs et les axes stratégiques des Schémas national et régional d'aménagement du territoire (SNAT/SRAT), du programme de développement des Hauts plateaux, de la Stratégie de développement rural durable et de la lutte contre la désertification..

- **Pour le cas des parcours steppiques** : Le diagnostic fait au niveau de l'ensemble de la région de Naâma a tout d'abord montré l'existence des contraintes et menaces sérieuses qu'il faudrait lever. Le lancement de nombreux programmes d'action ont certes permis de diminuer la pression sur les parcours steppiques, mais cela reste largement insuffisant.

- **Hypothèses** : Ces programme d'action n'auraient de portée réelle que :

1°/ Si la protection et la valorisation des steppes à alfa fassent réellement l'objet d'un plan d'aménagement et de développement global, participatif et intersectoriel, impliquant tous les acteurs du milieu steppique. Cela suppose le règlement (et/ou la concertation pour le règlement) de toutes les contraintes et de tous les blocages du développement de la steppe en général qui ont entraîné ces dernières années toutes les dérives possibles et imaginables (les problèmes administratifs induits par la non coordination sectorielle, les contraintes du foncier, les pratiques agricoles illégales, l'inorganisation

des pâturages, la gestion des mise en défens...). Cela suppose aussi (de la part surtout des administrations et des agents techniques) de se défaire d'une vision sectorielle étreuillée et de coordonner les actions de manière horizontale.

2°/ Si les moyens suivent pour permettre de réaliser des actions physiques

3°/ Si l'on dégage une vision stratégique concernant le devenir de la ressource alfa et si l'on arrive à répondre aux questionnements suivants :

- A-t-on affaire uniquement à un patrimoine floristique à conserver et à aménager en vue de l'utiliser comme rempart contre la désertification et la dégradation ?

- L'alfa est-elle une ressource fourragère à valoriser et à organiser pour permettre un développement plus important de la viande rouge ovine ?

- Si l'on vise un développement industriel à travers cette ressource, comment arriver alors à concilier entre les objectifs de rentabilité (à court terme) des entreprises (entreprises d'exploitation d'alfa et entreprises de la pâte à papier) et les impératifs du développement économiques des régions steppiques (création d'emploi, maillage industriel...)? c'est là toute la question de la coordination et de la régulation d'une filière spécifique qu'il faudrait résoudre.

4°/ Si l'on mette en place de véritables programmes de renforcement des capacités des principaux acteurs vivant et travaillant dans les steppes à alfa.

- **Concernant la lutte contre la désertification** : La préservation et l'affirmation de la vocation naturelle de la wilaya passent donc impérativement par la lutte contre la désertification. C'est un enjeu pour l'avenir, tant en ce qui concerne l'indispensable et énergique prise en charge de la protection de ces espaces en dégradation que la nécessaire mise en place d'une politique de développement rural dans le cadre d'un aménagement du territoire.

- **Hypothèses** : Les actions dans le cadre de ce scénario s'inscrivent au présent pour construire un futur choisi. Il s'agirait alors : de changer de vision, de prendre option pour une démarche résolument novatrice qui canalise les énergies pour la préservation des milieux naturels en danger, d'inventer une autre image de l'organisation de l'espace et de la société agro-pastorale et d'affirmer avec force que la durabilité du développement de la wilaya de Naama est liée à la durabilité de ses ressources naturelles et de ses potentialités.

La protection de ces ressources, leur réhabilitation, ainsi que leur exploitation rationnelle et mesurée permettront d'une part d'asseoir une base économique et, d'autre part, de léguer aux générations futures un territoire capable d'assurer leurs besoins.

Le SNAT qui se veut une grille de lecture permettant de mettre en avant les problématiques spécifiques de développement du territoire d'une wilaya spécifique comme la wilaya de Naama mais qui l'inscrirait dans un cadre national de développement durable cohérent et solidaire, serait un cadre de réflexion et d'action plus cohérent. Pour ce qui concerne la lutte contre la désertification et le développement de la steppe, le SNAT a d'ailleurs défini une grande ligne directrice intitulée : "**Vers un territoire durable**".

Pour la wilaya de Naama, cette ligne directrice implique les orientations et les axes stratégiques

suivants :

- la protection de la ressource en eau , la protection des sols et la prévention des risques majeurs;
- la préservation de la biodiversité et la lutte contre la désertification et l'adaptation des régimes d'exploitation rurale aux réalités steppiques,
- la protection et la multiplication des équipements des parcours,
- la lutte contre l'ensablement des terres agricoles et des zones habitées,
- la mobilisation des populations des zones steppiques et leur implication dans les actions de développement,
- l'observation et le suivi permanent de l'évolution du domaine steppique.

Mais pour plus d'efficacité, quelques recommandations s'avèrent nécessaires :

- Le fait que le Haut Commissariat au développement de la Steppe (HCDS) soit un organe important dans la région, il doit bénéficier de plus de champ, de plus de moyens humains et de plus de prérogatives pour agir plus efficacement et pour coordonner les autres secteurs.
- Le fait que le secteur des forêts soit le Point focal de la Convention de lutte contre la désertification (CCD) et l'Organe de Coordination (ONC) devrait lui permettre d'avoir un champ d'action plus large, une audience et des moyens (financiers humains et institutionnels) suffisants pour renforcer les actions sur le terrain.
- La mise en place d'une stratégie claire et cohérente de lutte contre la désertification ne peut d'autre part ignorer le rassemblement des compétences et le génie d'adaptation et d'organisation des communautés rurales vivant dans la région. Il est alors nécessaire d'aller résolument vers une démarche et des programmes de «gestion participative des espaces steppiques » qui seraient soutenus par une nouvelle conception du développement des espaces, à partir de laquelle il est nécessaire de faire apparaître des institutions et des organisations spécifiques, et par conséquent, de nouvelles structures.
- Lutter contre la désertification ne peut être concrète et efficace que si elle est envisagée dans un cadre intersectoriel étant donné que les causes de la dégradation sont à la fois d'origine anthropique et socio-économique.
- Poursuivre, à la lumière de l'expérience acquise, la mise en œuvre des programmes de mise en défens et de régénération de la strate herbacée, ainsi que le renforcement des actions du barrage vert et l'actualisation des programmes de mise en valeur intégrés

Conclusion :

Nous avons présenté dans cette communication l'étude d'un cas typique d'une région difficile en prise avec le phénomène grave de désertification. Il a été montré ainsi que l'espace rural de la wilaya de Naama a été et est toujours parmi les plus défavorisés. Au niveau de la zone steppique qui constitue les deux tiers de cet espace, le patrimoine alfatier et les parcs de plantes et arbres fourragers continuent à

faire l'objet d'un véritable « pillage » et d'une dégradation avancée. Le processus de désertification y a atteint un seuil critique, il menace de manière régulière aussi bien les ressources naturelles, les systèmes de production agricole, les infrastructures que les populations et leur habitat.

Pour faire face à cette situation difficile, l'Etat a mis en place une démarche qui s'est voulue volontariste et qui a été basée sur plusieurs programmes technique et de soutien économique et social. Mais il a été constaté que face à l'ampleur des problèmes et des risques encourus, les méthodes et les moyens utilisés n'ont pas été suffisants pour juguler les risques de dégradation des ressources.

On est ici en face à de sérieuses contraintes écologiques, économiques et sociales et à des risques importants de dégradation des ressources et de sous développement. On est au centre d'enjeux importants et en présence d'une situation complexe qui appelle la conception et la mise en œuvre d'une stratégie basée sur un plan d'aménagement cohérent visant le développement rural durable.

Après un diagnostic de la situation des risques que vit cette région, nous avons tenté de présenter deux scénarii prospectifs pour la mise en œuvre d'une politique de développement rural durable et d'une stratégie de lutte contre la désertification : un scénario "pessimiste" de prolongement de la tendance actuelle sans grand changement mais avec des risques de poursuite de la situation de dégradation des ressources et de sous développement et un scénario "optimiste" basé sur une démarche de développement durable de l'ensemble du territoire de la wilaya et son insertion dans le processus de développement de la région Hauts Plateaux Ouest (en cohérence avec la démarche globale du Schéma national .d'aménagement du territoire – SNAT). C'est un scénario qui peut avoir l'aval des acteurs en présence et le soutien technique et financier des pouvoirs publics, mais qui peut aussi concerner l'ensemble des acteurs.

En positionnant les différents acteurs impliqués dans la dynamique de développement rural durable, qu'ils soient partenaires directs ou indirects, proches ou lointains, on pourrait alors mieux organiser les actions engagées et tenter de mieux reconstituer le paysage institutionnel dans lequel la stratégie de lutte contre la désertification évolue

Notes et références .

1 La population résidente de la wilaya de Naâma recensée en avril, 2008 est estimée à 209 470 habitants dont 192 678 personnes constituant les ménages ordinaires et collectifs. Les projections prévoient une croissance moyenne annuelle de 1,32% de la population des ménages ordinaires et collectifs de Naâma durant la période 2008-2025. Ce taux d'accroissement passe de 1,42 % entre 2008 et 2015 à 1,32% entre 2015 et 2020 pour atteindre 1,17 % entre 2020 et 2025.

2 Selon les données statistiques des services agricoles (DSA) pour 2009-2010

3 Selon une étude de l'Inspection de l'environnement de la wilaya de Naama

4 La région de Naama est entièrement couverte par les actions du Haut Commissariat au Développement de la Steppe (HCDS) qui a pour rôle – entre autres – la lutte contre la désertification a réalisé entre 2000 et 2007 un vaste programme de : "protection – conservation des ressources pastorales", de "Mise en défens des nappes alfatières et autres : 555.000 ha (soit environ 4.584 ha par commune et 6.875 par an en moyenne)", de "plantation pastorale : 11.935 ha (soit environ 994,5 ha par

commune et 1.492 par an en moyenne), de "travaux de conservation des eaux et des sols (CES) : plus de 5.000 m³ (soit environ 625 m³ par an en moyenne), de "plantation fruitière : sur 1.064 ha (soit environ 90 ha par commune et 133 ha par an en moyenne), d'"électrification (solaire) : 456 kits attribués (soit environ 38 kits par commune en moyenne), de "mise en valeur hydro-agricole et économie d'eau : réalisation de 532 points d'eau réalisés et 83 points d'eau équipés (soit environ 51 points d'eau par commune en moyenne), 39 ceds, 92 mares et 16 djoubs réalisés (soit environ 12 par commune en moyenne), 4 retenues collinaires, 40 diguettes et 12 aménagements de mares (soit environ 5 par commune en moyenne) et de réalisation de séguias sur 8.1170 mètres linéaires (source HCDS, 2009)

5 Selon le SNAT (Ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire) : Le Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) est l'instrument qui se situe en amont de tous les autres instruments d'aménagement du territoire (schémas régionaux, schémas sectoriels, plans d'aménagement de wilayas,...) pour lesquels il constitue le cadre global de référence. A ce titre, il fixe les orientations stratégiques de développement, à l'horizon 2025, pour l'ensemble du territoire national et détermine les enjeux majeurs et les défis auxquels devront faire face les différentes composantes territoriales. Le SNAT met en évidence, à cet égard, un enjeu fondamental pour le développement durable et harmonieux du territoire national, à savoir : la nécessité de freiner le processus de "littoralisation" auquel est soumis le pays, en liaison avec l'impératif du développement des régions Hauts Plateaux et Sud.

6 DGF/Direction du patrimoine, 2006, document photocopié

Z. SAHLI